

Mittal attendra jusqu'en avril

À l'issue d'une rencontre avec le président Sarkozy, Lakshmi Mittal s'est dit prêt à discuter jusqu'en avril de solutions alternatives au reclassement des employés.

Le PDG du groupe sidérurgique ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, s'est engagé lundi à discuter jusqu'en avril avec les syndicats de «solutions alternatives» au plan de suppression d'emplois à l'aciérie de Gandrange, assurant que tous les salariés seraient reclassés.

Comme je l'ai déjà dit, il n'y aura pas de suppressions d'emplois à Gandrange, chaque employé pourra bénéficier d'un autre emploi dans les usines (du groupe) de la région», a assuré Lakshmi Mittal à l'issue d'un long entretien avec Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

«Après avoir rencontré le président et, comme il l'a proposé, j'ai accepté d'étudier des propositions alternatives viables avec les syndicats (...) jusqu'au début du mois d'avril», a-t-il ajouté devant la presse. La ministre française de l'Économie et de l'Emploi, Christine Lagarde, a affirmé hier sur France 2 que le gouvernement fera «tout ce qu'il peut» pour éviter les 600 suppressions d'emplois annoncées dans une aciérie d'ArcelorMittal en Moselle, «si cela peut être évité».

La ministre a déclaré que «si ça peut être évité, tous les pouvoirs publics - du sommet de l'État jusqu'à mon humble ministère - nous ferons tout ce que nous pourrions pour les éviter».

➤ 25 millions pour relancer le four

Jugeant que pour l'instant «ce groupe se comporte convenablement», la ministre a assuré que «sur ce site de Gandrange, on va être extrêmement attentifs et étudier avec la direction du groupe toutes les solutions possibles».

«S'il est possible de maintenir l'emploi, y compris en soutenant le groupe par des moyens appropriés on le fera. Si économiquement ça n'est pas possible, il faudra que nous soyons attentifs à ce que le groupe respecte tous ses engagements et en particulier celui de reclasser tous les salariés», a-t-elle souligné.

La direction d'ArcelorMittal a annoncé, la semaine dernière, la suppression, d'ici à 2009, de 595 des 1108 emplois de Gandrange, qu'elle s'est engagée à reclasser dans une unité à Florange et au Luxembourg. Le 16 janvier, le directeur général d'ArcelorMittal France, Daniel Soury-Lavergne,



Nicolas Sarkozy a déjà eu l'occasion de croiser Lakshmi Mittal le week-end dernier en Inde.

avait chiffré à quelque 400 le nombre d'emplois «disponibles» pour le reclassement des métallos de Gandrange.

Hier matin, la CFDT a défendu auprès de conseillers de l'Élysée son «contre-projet» au plan des 600 suppressions d'emplois prévu par la direction d'ArcelorMittal, avec l'espoir de gagner du temps, a indiqué Alain Gatti (CFDT Lorraine).

La CFDT a dit à l'Élysée que ce plan supposerait que «Mittal réinjecte 25 à 30 millions d'euros pour la rénovation du four électrique» à Gandrange et «réoriente ses carnets de commande vers des marchés plus rentables». La CFDT propose également de mettre le paquet sur la formation, en imaginant de faire de Gandrange un lieu de formation pour le groupe Mittal.